

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1550>

# **Lettre ouverte à François Fillon (discours du 15 juillet à Abidjan)**

- International -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : mardi 2 août 2011

Mis à jour le : mardi 2 août 2011

---

**UGTG.org**

---

**CADTM - Lettre ouverte À Monsieur François Fillon qui a déclaré le vendredi 15 juillet à Abidjan :** « JâEuros"appelle tous ceux qui continuent À vouloir Àvoquer les relations entre la France et lâEuros"Afrique en parlant de *âEurosoedette publiqueâEuros* À changer de vocabulaire pour le remplacer par *âEurosoeescroquerie nÂocolonialeâEuros*. Selon le dictionnaire de lâEuros"acadÃmie franÃsaise : *« une dette est ce que lâEuros"on doit À quelquâEuros"un À »*. Les paysans, la population majoritaire en Afrique ainsi que les petits salariÃs et entrepreneurs des villes et bidonvilles remboursent par leurs impÃts directs et surtout indirects, prÃlevÃs sur la plus value de leur travail, ces trop fameuses *« dettes publiques À »*. Ils vivent pour la grande majoritÃ trÃs pauvrement et ont souvent de grandes difficultÃs pour se nourrir. La grande insÃcuritÃ matÃrielle de ces populations prouve quâEuros"elles nâEuros"ont pas profitÃ des emprunts faits par leurs gouvernements, aussi bien auprÃs de la France que des autres institutions financiÃres. Elles nâEuros"ont donc, en bon franÃsais, pas de dette et ne doivent rien À qui que ce soit ? Ces remboursements, qui leurs sont imposÃs, semblent donc illÃgitimes. Pour en Ãtre certain, il faut vÃrifier lâEuros"origine des emprunts et leur utilisation, la reprÃsentativitÃ des gouvernements et la bonne foi des prÃteurs. La France, par exemple, ne se serait-elle pas servie de la dette pour maintenir ses prÃrogatives coloniales, lâEuros"accÃs À des matiÃres premiÃres quasiment gratuites, indispensables À son boom Ãconomique de lâEuros"aprÃs-guerre et aprÃs les indÃpendances des pays francophones dâEuros"Afrique ?

Monsieur le Premier Ministre

JâEuros"appelle tous ceux qui continuent À vouloir Àvoquer les relations financiÃres entre la France et lâEuros"Afrique en parlant de *âEurosoedette publiqueâEuros* À changer de vocabulaire pour le remplacer par *âEurosoeescroquerie nÂocolonialeâEuros*. Selon le dictionnaire de lâEuros"acadÃmie franÃsaise : *« une dette est ce que lâEuros"on doit À quelquâEuros"un À »*. Les paysans, la population majoritaire en Afrique ainsi que les petits salariÃs et entrepreneurs des villes et bidonvilles remboursent par leurs impÃts directs et surtout indirects, prÃlevÃs sur la plus value de leur travail, ces trop fameuses *« dettes publiques À »*. Ils vivent pour la grande majoritÃ trÃs pauvrement et ont souvent de grandes difficultÃs pour se nourrir. La grande insÃcuritÃ matÃrielle de ces populations prouve quâEuros"elles nâEuros"ont pas profitÃ des emprunts faits par leurs gouvernements, aussi bien auprÃs de la France que des autres institutions financiÃres. Elles nâEuros"ont donc, en bon franÃsais, pas de dette et ne doivent rien À qui que ce soit ? Ces remboursements, qui leurs sont imposÃs, semblent donc illÃgitimes. Pour en Ãtre certain, il faut vÃrifier lâEuros"origine des emprunts et leur utilisation, la reprÃsentativitÃ des gouvernements et la bonne foi des prÃteurs. La France, par exemple, ne se serait-elle pas servie de la dette pour maintenir ses prÃrogatives coloniales, lâEuros"accÃs À des matiÃres premiÃres quasiment gratuites, indispensables À son boom Ãconomique de lâEuros"aprÃs-guerre et aprÃs les indÃpendances des pays francophones dâEuros"Afrique ?

DÃs les annÃes 1960, la Banque mondiale a imposÃ, aux pays africains nouvellement indÃpendants, le remboursement des emprunts contractÃs auprÃs dâEuros"elle par la France et les autres pays colonisateurs afin dâEuros"optimiser lâEuros"extraction des richesses pour leur propre compte. LâEuros"aide au financement, dâEuros"un port en eau profonde, ou dâEuros"une voie ferrÃe destinÃe À transporter exclusivement des minerais ou dâEuros"autres matiÃres premiÃres exportÃes sans transformation, sans rien payer au pays exportateur, doit-elle Ãtre assumÃe par celui qui nâEuros"en a aucunement profitÃ ? Bien sÃr que non, car en droit international cela sâEuros"appelle une dette odieuse. La Banque mondiale a ÃtÃ chargÃe de poser les premiÃres pierres de la grande escroquerie nÂocoloniale nommÃe opportunÃment *« dette publique À »*. Plus tard, les multiples prÃts des pays industrialisÃs, comme ceux de la France, des banques, du FMI comme de la BM, serviront À bÃtir une structure de contention Ãconomique et financiÃre implacable. Le but Ãtait dâEuros"imposer À ces pays et À leurs peuples, aprÃs le dÃpart des armÃes coloniales, un nouveau moyen dâEuros"asservissement apte À assurer la continuitÃ du pillage colonial qui avait favorisÃ lâEuros"enrichissement de la France et de lâEuros"Europe. NâEuros"oublions pas quâEuros"au sein de la Banque mondiale, la France dÃtient, avec 65 millions dâEuros"habitants, 4,31% des voix, quand un milliard dâEuros"Africains nâEuros"en a que 5,86%.

Les premiers prÃsidents africains, les vÃritables dÃmocrates qui avaient voulu sortir leur pays de lâEuros"ornitÃre coloniale dans laquelle les rÃseaux Foccart - mis en place par De Gaulle dÃs les indÃpendances - voulaient les maintenir, ont ÃtÃ assassinÃs, tels Lumumba, Sylvanus Olympio et Sankara, ([documentaire : Thomas Sankara L'homme IntÃgre, Lumumba - Part 1/9 \(2000 Film by Raoul Peck\) \( durÃe 14 min \)](#) , [documentaire The History of Patrice Lumumba, the Congo, and Colonization \( 49 min \)](#) , [documentaire : L'assassinat de Patrice Lumumba \( 47 min 36 \)](#) ) dâEuros"autres ont ÃtÃ ÃcartÃs de force. Les prÃts ont avant tout servi À corrompre les dÃcideurs africains restants. Le bond Ãconomique et industriel des trente

## Lettre ouverte À François Fillon (discours du 15 juillet À Abidjan)

glorieuses nâEuros"aurait pu exister en France sans le maintien dâEuros"un extractivisme nÃ©ocolonial des matiÃ©res premiÃ©res, quasiment gratuites, au profit de ses entreprises : pÃ©trole, coltan, cuivre, caoutchouc, bois prÃ©cieux, coton, cafÃ©, cacao, etc., nâEuros"oubliez pas les rÃ©volutions de lâEuros"affaire ELF. ( voir Source Courrier International, France Afrique : FranÃ§ois Fillon a la mÃ©moire sÃ©lective. [Documentaire sur la FranÃ§afrrique : La Raison d'EtatâEuros - YouTube](#). A voir dâEuros"urgence ( 82 min, [FranÃ§afrrique âEurosoela raison d'EtatâEuros un documentaire de Patrick Benquet](#) âEuros! blogs mediapart. [Un scÃ©nario globalien](#) ( À lire Ã©galement [La FranÃ§afrrique restera toujours la âEurosoeFrance-Ã -fricâEuros](#)

Mais revenons aux populations africaines sur qui pÃ©se le poids des remboursements de la Â« dette publique Â ». Ont-elles eu des informations sÃ©rieuses leur offrant la possibilitÃ© de connaÃ©tre le montant des emprunts, leurs destinations et la possibilitÃ© dâEuros"Ã©mettre des choix ? Ont-elles reÃ§u des sommes dâEuros"argent de la France ou de la Banque mondiale leur permettant dâEuros"amÃ©liorer lâEuros"agriculture paysanne, essentielle Ã leur survie, ou dâEuros"investir dans les petites entreprises de transformation ? Les rÃ©ponses sont nÃ©gatives. Si on ne sait pas prÃ©cisÃ©ment Ã quoi a servi lâEuros"argent des multiples emprunts, on connaÃ©t, par contre, le haut niveau de corruption des bourgeoisies locales, les projets appelÃ©s Ã©lÃ©phants blancs, comme la CathÃ©drale de Yamoussoukro en CÃ©te dâEuros"Ivoire, copie de St Pierre de Rome, dont la construction a surtout profitÃ© aux entreprises franÃ§aises, ou le barrage dâEuros"Inga en RDC. On sait, la Banque mondiale savait, quand elle lui prÃ©tait, que la fortune colossale de prÃ©sident comme Mobutu, de lâEuros"ex ZaÃ©re, Ã©tait Ã©gale Ã la dette du pays. Or, ce sont ces escroqueries que lâEuros"on qualifie de Â« dettes publiques Â » et que les peuples africains remboursent depuis des dÃ©cennies.

Pour savoir si le contrat dâEuros"endettement signÃ© au nom du peuple Ã©tait valable, il faut disposer de plusieurs Ã©lÃ©ments. Ces gouvernements Ã©taient-ils libres de leurs choix ? ReprÃ©sentaient-ils lÃ©gitimement leurs peuples Ã la suite dâEuros"Ã©lections dÃ©mocratiques, Ã©taient-ils en capacitÃ© de signer ces contrats de prÃ©ts engageant leur pays pour des dizaines dâEuros"annÃ©es ? Ces sommes empruntÃ©es, sous forme dâEuros"investissements productifs, auraient pu produire des plus-values, offrant ainsi les moyens de rembourser les dettes de lâEuros"Etat emprunteur. Les prÃ©teurs, banques du Nord, France ou Banque mondiale, ont-ils respectÃ© ces conditions, sans lesquelles le contrat de prÃ©t doit Ã©tre dÃ©clarÃ© nul et ne peut donc pas engager lÃ©galement les populations Ã les rembourser ? Ces sommes empruntÃ©es ont-elles rÃ©ellement servi Ã lâEuros"amÃ©lioration de la vie des populations ? NON !

En 1980, quand les taux de rÃ©fÃ©rence anglo-saxons ont Ã©tÃ© multipliÃ©s par trois et que les emprunts africains indexÃ©s sont devenus impossibles Ã rembourser, le FMI a saisi lâEuros"occasion pour imposer aux populations des plans dâEuros"austÃ©ritÃ© draconiens. Ouverture des frontiÃ©res Ã la concurrence dÃ©loyale des produits subventionnÃ©s du Nord, libertÃ© de mouvements des capitaux du Nord, privatisation des entreprises publiques par le chantage aux nouveaux prÃ©ts de secours du FMI, de la BM et des pays industrialisÃ©s, restrictions des dÃ©penses publiques en faveur des populations. Ces mesures ont accentuÃ© le nÃ©ocolonialisme, la gigantesque escroquerie appelÃ©e Â« dette publique Â » a alors lourdement appauvri les peuples africains et fortement enrichi leurs crÃ©anciers et les entreprises transnationales qui se sont implantÃ©es Ã la faveur de ces plans.

Vous nous demandez dâEuros"abandonner le mot âEurosoeFranÃ§afrriqueâEuros mais câEuros"est surtout son sous-entendu âEurosoeFranÃ§africâEuros qui vous dÃ©range. Quand vous dÃ©ciderez dâEuros"abandonner la gestion nÃ©ocoloniale du Franc CFA, alors, nous oublierons ce mot. Car ce sont des milliards dâEuros"euros de rÃ©serves des peuples africains qui se trouvent dans les caisses du TrÃ©sor franÃ§ais. Cette gestion par la France, bride les Ã©conomies africaines en arrimant leur monnaie aux fluctuations de lâEuros"Euro et leur enlÃ©ve une part importante de leur souverainetÃ© en les privant dâEuros"un important levier Ã©conomique. Accepteriez-vous que lâEuros"Euro soit gÃ©rÃ© par la CÃ©te dâEuros"Ivoire ?

(Suite et fin : [L'argent roi. Documentaire sur la FranÃ§afrrique : L'Argent Roi](#) - ( durÃ©e 1 heure 29), [Franc-afrique](#) [Ã&#8240;p 1 - La Raison d'Ã&#8240;tat](#))

## Lettre ouverte À François Fillon (discours du 15 juillet À Abidjan)

---

Alassane Ouattara est le nouveau président de la Côte d'Ivoire grâce À l'intervention de la force armée française Licorne. Il est un économiste formé dans les universités américaines et un ancien directeur du Département Afrique du FMI. Soyons certains qu'il saura renvoyer l'ascenseur et permettre aux entreprises françaises de continuer À exploiter les travailleurs de son pays et À en extraire les matières premières leur assurant de splendides profits dans une continuité néocoloniale sans faille. Il continuera À rembourser la dette publique selon les critères de la « *bonne gouvernance* » imposée par le FMI et la Banque mondiale. Pourtant, depuis des décennies, les pays ex-colonisateurs en premier, tous les pays industriels et leurs entreprises transnationales extractivistes ensuite, sont responsables des désastres environnementaux et du réchauffement climatique. Ils ont créé une dette écologique envers les pays africains qui subissent le plus fortement ces pollutions, sans y avoir participé. Cette dette énorme a pourtant jamais été honorée. Le fonds vert institué À Copenhague - qui se veut être une forme de compensation À cette dette écologique - doit financer les mesures d'adaptation au réchauffement climatique. Or, il sera géré par la Banque mondiale. Une fois de plus, les mesures qui sont annoncées seront en faveur du verdissement du capitalisme, pour lui refaire une image, et non pour aider les peuples africains, les premiers touchés par ces changements.

Mais il nous faut rester optimistes. Un jour, le combat des populations africaines et des associations françaises aboutira À ce que les dettes publiques illégitimes et odieuses soient annulées, lorsqu'un audit citoyen aura été mis en place et ses conclusions reconnues, comme cela a été fait en Equateur, en 2008. Alors, cette escroquerie néocoloniale prendra fin. Le FMI et la BM lâcheront enfin les pays africains comme on exige certains pays d'Amérique du sud, tels la Bolivie et l'Equateur. Ces pays pourront alors se protéger contre la concurrence déloyale des pays industrialisés, comme la France, qui subventionne son agriculture et exporte dans un système de concurrence faussée en étranglant les petits producteurs africains. Le café ou le cacao pourra entrer en Europe, après transformation locale, le rendant prêt À consommer, sans payer de taxes douanières. Les forêts primaires ne seront plus vendues en bois d'œuvre ou transformées en huile de palme exportée pour payer les dettes illégitimes. Alors oui, ce jour là, Monsieur Fillon, quand À « Dette publique » ne sera plus synonyme d'escroquerie néocoloniale, nous ferons disparaître du vocabulaire le mot *France africaine*.

**Source :** [Survie Charentes](#)